



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de membres	23	<b>- 11 -</b> <b>Prescription de la modification n°1 du PLU</b> <b>de la commune de Polignac</b>
En exercice	23	
Qui ont pris part à la délibération	22	

Séance du 3 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre et le trois octobre à 19 heures 07

Le Conseil Municipal de cette Commune, convoqué le 25 septembre 2024, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de **Monsieur Jean-Paul VIGOUROUX, Maire**.

### Présents :

Mmes, Mrs AGRAIN Christian, BONNEFOUX Nadège, BOSDECHER Nicole, BRUN-AUBERT Chantal, CHABANEL Fabrice, COFFY Valérie, DESSIMOND Jean Paul, ENJOLRAS Fernand, MAROKIAN David, MARTEL Franck, PALHIÈRE Jean Louis, RAMADIER Lionel, THERME Roselyse, VALLADIER Georges, VIDIL Raymonde, VIGOUROUX Pauline,

### Absents avant donné un pouvoir :

M. COFFY Alex à M. VIGOUROUX Jean-Paul, Mme ESQUIS Jacqueline à M. ENJOLRAS Fernand, Mme ROCHER Marielle à M. MARTEL Franck, M. SAHUC Sébastien à M. AGRAIN Christian, Mme SENTENAT Ginette à Mme VIGOUROUX Pauline,

### Absente excusée :

Mme GAYTE Catherine,

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants,

VU le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays du Velay approuvé le 03 septembre 2018 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Polignac approuvé par délibération du Conseil Municipal du 25 août 2009,

VU la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme approuvée par délibération du Conseil municipal du 6 février 2018 ;

VU les différentes délibérations de la Communauté d'agglomération du Puy en Velay (CAPEV) concernant la zone Bleu, et en particulier la délibération en date du 29/09/2022 portant sur la suppression de la ZAC de Bleu et la poursuite du projet d'extension de la zone de Bleu à Polignac via la procédure de permis d'aménager ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Polignac pour encadrer le développement de la zone d'activité communautaire dite « Zone de Bleu », secteur classé en Ula.

**AR Prefecture**

043-214301525-20241003-2024\_0310\_11-DE  
Reçu le 08/10/2024

Considérant que ce projet de développement de la zone d'activité communautaire dite « Zone de Bleu » nécessitent notamment les modifications réglementaires suivantes :

- Adapter le règlement écrit de la zone U1a, et en particulier les articles UI1 et UI2 afin de bien encadrer l'accueil de nouvelles activités ;
- Ajuster le règlement graphique de la zone U1a en déclassant certaines parcelles en zone naturelle, parcelles non concernées par le projet d'aménagement de la zone d'activités porté par la CAPEV ;
- Adapter l'Orientation d'Aménagement intitulée « les zones AUI pour l'extension de la zone d'activités de Bleu » au regard du nouveau périmètre de la zone U1a et du projet d'aménagement de la zone.

Considérant que les modifications envisagées relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où elles n'auront pas pour conséquence :

- De changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- De réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- De réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- D'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
- De créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Considérant qu'en application de l'article L153-36 du code de l'urbanisme, en dehors des cas où une procédure de révision s'impose, le PLU peut faire l'objet d'une modification lorsque la commune envisage de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions ;

Considérant qu'en vertu de l'article L153-41 du code de l'urbanisme les modifications envisagées dans le cadre de la présente procédure relèvent du champ d'application de la modification du PLU dite de « droit commun » avec enquête publique ;

Considérant qu'en application de l'article L153-40 du code de l'urbanisme, le projet de modification devra être notifié au préfet et aux personnes publiques associées (PPA) mentionnées aux articles L132.7 et L132.9 du code de l'urbanisme avant l'ouverture de l'enquête publique.

Considérant que cette procédure peut faire l'objet d'une évaluation environnementale, en fonction de la décision qui sera rendu par l'autorité environnementale après examen au cas par cas ; la Modification n°1 du PLU doit faire l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, conformément aux articles L. 103-2 et suivants du code de l'urbanisme ;

AR Prefecture

043-214301525-20241003-2024\_0310\_11-DE  
Reçu le 08/10/2024

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide de :

- Prescrire la procédure de Modification n°1 du PLU de la commune de Polignac ;
- Définir les modalités de concertation avec la population comme suit :
  - Affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires,
  - Mise à disposition du public d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture.Cette concertation se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration du projet de Modification n°1 du PLU.
- Charger un bureau d'étude d'urbanisme de réaliser les études ;
- Autoriser Le Maire à signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à l'étude.

Conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée (dans le cas d'une commune de 3 500 habitants et plus) au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

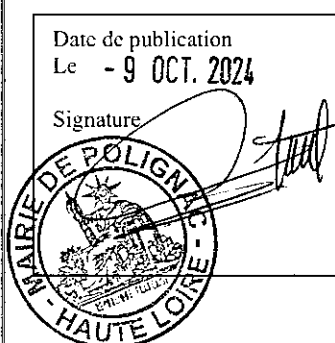
Présents : 17  
Exprimés : 22  
POUR : 22  
CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Le Maire,  
Jean-Paul VIGOUROUX.



Délibération :  
Adoptée à l'unanimité  
~~Adoptée à la majorité~~  
Non adoptée

Le secrétaire de séance  
Georges VALLADIER



AR Prefecture

043-214301525-20241003-2024\_0310\_11-DE  
Reçu le 08/10/2024